

Paris, 1945

Uruguay



BAJO LA DICTADURA

5

L'URUGUAY n'est plus aujourd'hui qu'une vaste prison dans laquelle un peuple entier est opprimé, et où ceux qui osent exprimer leur opposition au régime, sont sauvagement torturés.

Il existe actuellement 34 prisons dans lesquelles sont détenus 8000 prisonniers politiques; un stade est spécialement aménagé pour recevoir les militants syndicaux.

- Le pays compte 1 militaire ou policier pour 29 habitants;
- 1 prisonnier politique pour 400 habitants;
- 257.000 familles sont démentellées;
- 60% du budget national sont utilisés à des fins répressives;
- La capitale ne possède que 20 lycées et 26 écoles; depuis un an, l'université est quasiment fermée;
- 22 journaux et publications sont interdits par la dictature.

LES OTAGES.

Les militaires ont décrété que toute action d'opposition armée ou insurrectionnelle à leur encontre, entraînerait à titre de représaille, l'exécution immédiate des 14 principaux dirigeants du M.L.N (Tupamaros) qui sont incarcérés à l'intérieur du pays, dans des conditions des plus difficiles.

Dernièrement, l'on a pu apprécier toute la valeur de cette déclaration lors de l'assassinat de 5 militants du M.L.N (dont 3 femmes) après la mort à Paris du colonel Trebal.

LES TORTURES.

Plus de 50 personnes sont déjà mortes à la suite des tortures qui leur furent infligées dans les geôles du régime. Parmi elles, se trouvent des ouvrier tel Gilberton Cogan, cheminot; des ecclésiastiques tel le pasteur méthodiste Hector Lorenzo Jurado; des étudiants tel Mario Eguren etc. Tous furent ignoblement torturés à mort et subirent les sévices les plus cruels et les plus raffinés :

- L'administration sur tout le corps des trop connus chocs électriques;
- L'application de la technique du "sous-marin" qui consiste à plonger, puis à maintenir sous l'eau le prisonnier, jusqu'à l'asphixie;

.../...

- Celle de la méthode dite "du cheval", ou il est contraint de s'asseoir, à cheval sur une barre de fer, des heures durant jusqu'à la mutilation de ses organes génitaux;
- L'utilisation de la drogue TAQUIFLAXIN, sorte de curare qui exerce une paralysie générale et mortelle;
- La projection d'images et d'enregistrements montrant la torture d'êtres chers (enfants, épouse, frère...);
- Le viol, tant celui des femmes que celui des hommes;
- Les simulacres d'exécution etc etc.

Mais le peuple Uruguayen ne renonce ni ne se plie. Il n'est pas aisé d'effacer une longue tradition de lutte pour la liberté et la justice, même par la plus brutale des répressions. Au contraire, cela accentue l'opposition. L'héroïsme est quotidien, et l'on constate que la classe ouvrière est à la pointe du combat, de l'effort, et du sacrifice. Les militaires ont peur et redoublent leur vigilance répressive, affolés et perplexes devant un peuple courageux, obstiné et créatif.

EN URUGUAY LA CONSIGNE EST : RESISTER, LA LIBERTE OU LA MORT!

Résistance Ouvriers-Etudiants (R.O.E)

Section européenne N° 2.

+++++

LA R.O.E (Résistance ouvriers-Etudiants).

La R.O.E, organisation de classe, issue des syndicats ouvriers et étudiants, se caractérise par une ligne politique parfaitement différenciée de celle des partis politiques "traditionnels". Horizontale et combative, l'organisation suit une route tracée par les militants de base, ceux qui prennent des risques. Protagoniste dans les principaux affrontements avec le grand capital, elle est, en quelques années, devenue le groupe le plus cohérent et combatif de l'Uruguay : l'ennemi N°1 de l'oligarchie.

La guerrilla Tupamaros ayant été anéantie, les partis politiques étant desarticulés, des milliers de militants de gauche étant emprisonnés, la résistance s'est concentrée dans les syndicats, ainsi la centrale C.N.T où s'affrontent deux tendances idéologiques : celle du parti communiste, spécialiste de la stratégie réformiste; et celle des groupes révolutionnaires, unis par la base et ayant un objectif bien défini qui est de renverser la dictature pour donner au peuple l'opportunité d'être l'instrument de sa propre libération.

Ainsi la R.O.E propose-t-elle un Front National de Résistance sous trois conditions :

- Définition de l'objectif socialiste de la révolution;
- Définition du rôle essentiel de la classe ouvrière dans le processus révolutionnaire;
- Développement et approfondissement des méthodes de lutte et d'action directe à tous les niveaux.

Lors de la grève générale de 1973 qui paralysa le pays durant 15 jours, on a constaté clairement l'extraordinaire pouvoir des ouvriers qui, avec spontanéité et courage, firent face à la dictature, alors que politiciens et partis politiques ne comptaient plus. C'est ainsi que l'on a vu la justesse des théories de la R.O.E : le peuple et ses organisations naturelles, est le seul moteur quant à atteindre sa libération.

Aujourd'hui, il s'agit de ne pas reculer, de lutter, mais en aucun cas pour recréer ces "momies" d'une démocratie "représentative" d'une consultation électorale, outil usé de la bourgeoisie : les bureaucrates professionnels de la politique ne pourront plus nous leurrer.

Des centaines de militants syndicaux emprisonnés dans un stade sportif, font la grève de la faim, et ces jours ci, un grève se prépare afin de les appuyer contre la dictature.

Le peuple uruguayen ne se plie pas et lutte à tous les niveaux, s'organisant par quartiers, professions, syndicats; résistant mais le payant lourdement par des morts, des emprisonnements, des licenciements et toutes sortes de persécutions; il est conscient que l'ennemi ne peut s'endormir en paix, et que par la force et l'insomnie il sera vaincu.

Pour nous qui sommes en dehors de l'Uruguay, l'engagement est encore plus grand; notre devoir est d'appuyer la résistance de nos compagnons pour montrer au monde entier l'image véritable de notre pays. Un Uruguay occupé par l'armée, mais dont le peuple résiste.

VIVE LA RESITANCE : LA LIBERTE OU LA MORT. NOUS RETOURNERONS.

R.O.E Section Européenne.

A l'occasion des instances du IIème Tribunal Russel qui se tient à Bruxelles du 11 au 18 janvier 1975, la Resistancia Obrero-Estudiantil (R.O.E) propose une série de mesures à prendre à l'encontre de la dictature en Uruguay, mesures essentiellement motivées par les faits suivants :

- L'Uruguay est un pays sous-développé qui rencontre de considérables difficultés économiques, un chômage chaque jour croissant, une monnaie dévaluant constamment;
 - Sur une population de 2.600.000 personnes, plus de 600.000 d'entre elles ont choisies de quitter le pays depuis 1972, soit pour des motifs politiques, soit pour des motifs économiques;
 - L'enseignement et la culture y sont étouffés, tant par la répression armée que par l'économie. Professeurs et élèves sont persécutés; on exige d'eux qu'ils signent, comme condition préalable, une "Déclaration de foi Démocratique" qui débute ainsi ; "Je jures sur mon honneur mon adhésion sans réserve ni condition au système républicain démocratique de gouvernement que la nation a implanté par sa souveraine volonté et je déclare n'avoir jamais appartenⁿ ni appartenir à l'une des organisations antinationales dissoutes par le pouvoir exécutif, ainsi qu'à toute autre qui pourrait atteindre à la sureté de l'actuel système de gouvernement ..."
- Toute déviation à cette déclaration implique des peines pouvant aller de huit à vingt années d'emprisonnement;
- La presse écrite fut interdite d'une manière plus qu'expéditive : toutes les publications de gauches furent supprimées laissant 3 journaux paraître, sur les 14 antérieurement publiés;
 - La dictature représentée par la caste militaire et quelques 200 familles oligarchiques, a vendu le pays aux économie étrangères.
 - Le Brésil et les Etats Unis ont particulièrement pillés les biens de la nation en se jettant comme des rapaces sur les restes de ce qui fut naguère un pays riche. Il n'existe pas de plans de développements, et la seule chose que l'on construit s'appelle prison.

Aux vues de tout ceci, nous proposons au Tribunal qu'il exige des Nations Unies la suspension de toute aide technique et économique (via la CEPAL, la FAO etc) ainsi que l'expulsion de l'Uruguay de tout organisme international (L'UNESCO etc) tant que les droits élémentaires des citoyens du pays seront piétinés.

La R.O.E dénonce devant le Tribunal Russel et devant l'opinion publique mon-

diale les tortures sauvages et ignobles, quotidiennement pratiquées sur les détenus politiques, par le régime autoritaire et dictatorial de la soi-disant République Démocratique d'Uruguay.

La R.O.E salue les peuples freres presents dans ce Tribunal et qui, comme nous, luttent pour la libération définitive de nos peuples, ainsi que pour une société socialiste et libre.

Bruxelles, le 14 janvier 1975.

RESISTENCIA OBRERO-ESTUDIANTIL

LA LIBERTE OU LA MORT.

ROE - SECTION EUROPÉENNE

ÉCRIRE A M. PABLO MARTINEZ

BOITE POSTALE 7605

75223 PARIS CEDEX 05

FRANCE